



LUTTE OUVRIERE
UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)
RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT
PLESSIS ROBINSON

26/08/2013

LE 10 SEPTEMBRE, FAISONS ENTENDRE LE RAS-LE-BOL OUVRIER !

Il n'a pas fallu attendre l'automne pour voir les feuilles tomber ! Les fatidiques feuilles d'impôt sont arrivées dans les foyers. Tous ceux qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu ont vu la note à payer s'alourdir par rapport à l'an passé. Au point que même des notables socialistes s'inquiètent de voir la pression fiscale – comme ils disent – augmenter. Non parce qu'ils se préoccupent tout d'un coup du sort de la population laborieuse. S'ils en discutent, c'est uniquement parce qu'ils craignent que cela ait des conséquences pour eux lors des prochaines élections qui auront lieu dans moins d'un an maintenant.

C'est qu'en effet, depuis l'accession des socialistes aux affaires, les mauvais coups n'ont cessé de pleuvoir sur les classes populaires : salaires bloqués pour ceux qui ont la chance de conserver leur travail ; prix qui s'envolent plus que jamais, tels ceux des fruits et légumes ; licenciements massifs, parfois par usines entières, comme à PSA Aulnay et à Goodyear Amiens, ou par pans entiers comme à Florange, sans que le gouvernement n'ait levé le petit doigt.

La liste est déjà longue de tous ces sales coups reçus. Et ça n'est pas fini. Il y a ceux déjà annoncés, comme la hausse de la TVA qui prendra effet dès janvier 2014 ou cette nouvelle mouture de la taxe carbone que les socialistes voudraient camoufler sous un autre nom. Sans compter ceux qui menacent.

Les ministres socialistes ont beau promettre – mais que valent de telles promesses ? - qu'il n'y aura plus d'augmentations d'impôt d'ici la fin du quinquennat, les mesures prises annoncent d'ores et déjà de nouvelles hausses de prix, à commencer par celles des produits de première nécessité.

Sans compter cette réforme des retraites à laquelle le gouvernement met la dernière main et qui prolonge et aggrave l'œuvre destructrice des réformes précédentes, mises en place par la droite.

Ainsi, on veut imposer à ceux qui entrent dans la vie active, mais aussi à ceux qui vont en sortir bientôt, de partir, après 42 d'années de labeur et

d'exploitation, avec des retraites de plus en plus réduites, qui ne permettront pas de vivre pleinement leur retraite. Du moins pour ceux qui auront réussi à trouver un travail rémunéré et à le garder jusqu'au bout. Car si la situation reste en l'état, nombreux sont ceux qui risquent de se retrouver sans travail et donc sans salaire et sans avoir cotisé suffisamment avant d'avoir atteint l'âge légal de la retraite qui est en perpétuel recul.

C'est scandaleux. Alors que les progrès des connaissances et des techniques permettraient que les travailleurs ne soient plus considérés comme des machines que l'on met au rebut quand elles ne fonctionnent plus, les gens qui nous gouvernent nous considèrent comme des inutiles dès lors qu'on devient trop vieux, donc bons à jeter.

À mesure que ces mauvais coups s'accumulent contre le monde du travail, l'amertume et la colère grandissent dans la classe ouvrière.

Il est plus que temps que le monde du travail se fasse entendre haut et fort. Mais il faut le faire de la façon la plus claire possible. Et pour cela, il faut que cette colère s'exprime sur le terrain ouvrier, pas sur celui de ses pires adversaires.

Le 10 septembre, la CGT, FO, la FSU, Solidaires appellent à une journée de grèves et de manifestations. Personne ne se fait d'illusion sur le fait qu'une journée d'action, sans lendemain annoncé, empêchera le gouvernement de mettre en place son projet scélérat et encore moins le contraindra à changer de politique.

Mais en cette rentrée, c'est une première opportunité de crier notre colère et notre refus. Et c'est, du même coup, l'occasion de montrer à nos camarades de travail, aux travailleurs encore indécis ou fatalistes, que nombreux sont ceux qui refusent la résignation.

Il faut aussi montrer aux dirigeants des confédérations syndicales, qui prennent prétexte de la passivité des travailleurs pour justifier leur propre inertie, que le monde du travail en a assez de toujours subir, sans réagir.

Ensemble, nous sommes plus forts

Certains chefs utilisent n'importe quels prétextes pour essayer de justifier les suppressions de postes. Ils diminuent artificiellement les tâches d'un secteur ou font pression pour que les techniciens, les secrétaires démissionnent.

Tout cela pour atteindre l'objectif de Renault de supprimer 8250 postes, dont 2500 dans les bureaux d'études et le tertiaire. Ces agissements sont scandaleux. Il n'y a aucune raison de se laisser faire.

Leurs objectifs et les nôtres

Les résultats du premier semestre révèlent ce que les travailleurs du groupe savent tous : on nous presse de travail, les effectifs baissent mais pour les actionnaires – pour lesquels ces résultats sont annoncés – ça va bien.

L'atmosphère « morose » du marché, comme ils disent, ça ne les atteint pas. A nous de nous préparer à lutter pour que « la morosité » ce soient les actionnaires et autres parasites qui en subissent les conséquences

L'argent ne manque pas

Tout autant que pour ses résultats sur le premier semestre, Renault est satisfait des résultats de sa filiale RCI Banque : 24 milliards « d'encours productifs », plus de 5,5 milliards de « nouveaux financements ». Un jargon économique pour nous dire que ça ronronne bien côté finance.

Et il faudrait continuer à accepter les réductions d'effectifs l'allongement de l'horaire de travail, la surcharge de travail !

Carlos veut la place de Carlos

Dans une interview Carlos Tavares étale son ambition de vouloir la place de Ghosn. Comme celui-ci ne semble pas vouloir lui laisser la place (et la paie qui va avec), il voudrait mettre « son savoir faire » comme dirigeant de General Motors ou Ford, faute de mieux.

Dans son blog, Tavares nous parlait de son « attachement » à Renault et à ses valeurs. Quand ces hommes disent le fond de leurs pensées, on voit la réalité de leurs motivations : l'ambition et les valeurs « sonnantes et trébuchantes ».

Elior fait son beurre

Fin juillet, plusieurs cantines ont été fermées. Ainsi a on eu droit à une attente plus longue ; ceux qui viennent se restaurer vers la fin du service n'avaient plus grand choix. Pire que pendant le reste de l'année où nous sommes globalement plus nombreux.

Elior, groupe de services de repas, fait aussi dans « l'optimisation ». Que ça provoque la queue dans les selfs et une dégradation de ce service, l'important, c'est que l'argent rentre... et les dépenses diminuent.

La direction, qui lui avait sans aucun doute communiqué les prévisions d'effectifs à ce moment là, porte sa responsabilité dans cette pagaille.

On veut tout savoir

Il y aurait eu, ce premier semestre, une baisse des bénéfices. D'après les chiffres, que veut bien donner la direction, on s'aperçoit qu'elle a « provisionné » plus de 500 millions d'euros suite à l'embargo sur l'Iran et que l'accord de compétitivité l'oblige à des « charges de restructuration » !

En fait, Elle manipule les chiffres rendus publics comme elle veut. Quant à la réalité de la comptabilité de Renault et des dirigeants, il faudra imposer le contrôle des comptes par nous-mêmes.

L'argent pour les salaires,

pas pour les actionnaires

Renault a versé cette année 508 millions d'euros pour les actionnaires. Preuve qu'il y a bien de l'argent qui devrait plutôt servir à augmenter les salaires et garantir les postes de travail.

Gros comme un camion

Le patron de Renault Trucks a fait sa publicité en annonçant une « relocalisation » de la production. Les camions assemblés par le sous-traitant Karsan, en Turquie, le seraient dans des usines situées en France.

Cette « bonne nouvelle » pour l'emploi selon la direction, est un mensonge. En Turquie, cette décision a toutes les chances de se traduire par des licenciements. En France, la production supplémentaire serait de cinq véhicules par jour. Un syndicaliste affirme que cela réduirait le chômage partiel de deux semaines. Cependant, aucune embauche supplémentaire ne compenserait les 900 suppressions de postes de ces cinq dernières années.

La défense de l'emploi, les actionnaires de Renault n'en ont cure. Comme toujours, ils ont calculé au plus juste leurs intérêts

Grève de l'automobile en Afrique du sud

Les constructeurs automobiles ont depuis longtemps des usines de montage en Afrique du sud. 30.000 travailleurs ont été en grève, en particulier pour des augmentations de salaires.

Des usines des différents constructeurs Ford, G.M, Volkswagen et autres sont touchées. La lutte de classe n'a pas de frontières et c'est ainsi que les patrons reculeront dans leur chasse à la main-d'œuvre sous payée, aussi bien en Afrique du sud que sur tous les continents.

* * * * *

Lutte Ouvrière BP. 233 75865 Paris Cedex 18
Site internet : lutte-ouvriere.org